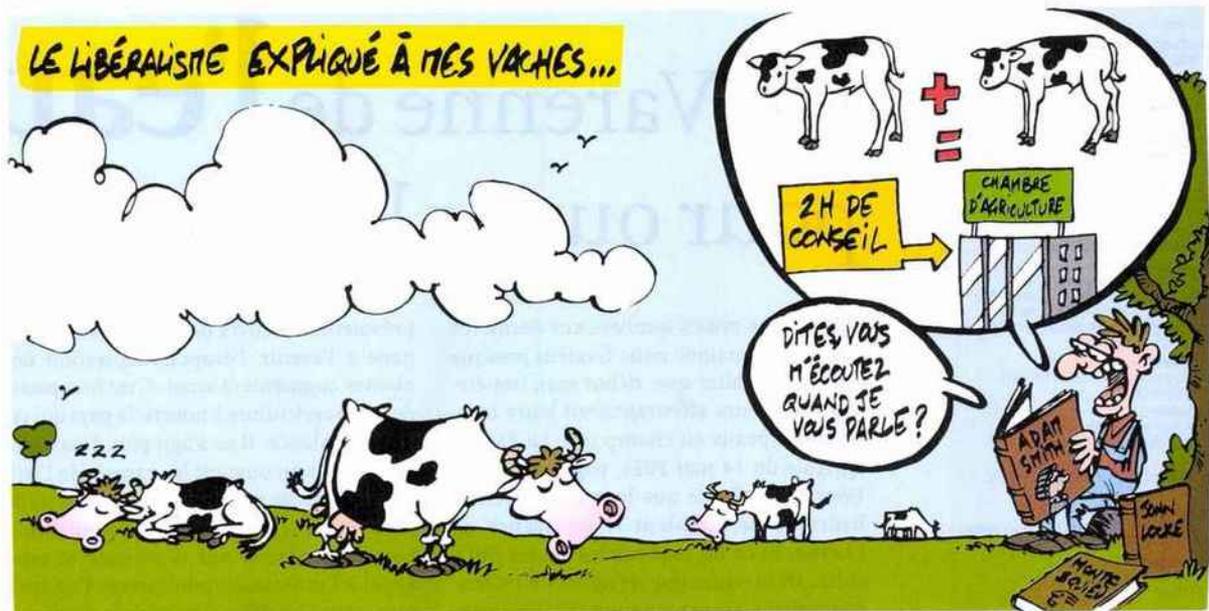


COURRIER DES LECTEURS



« Libéralisme ou régulation ? »

par **HERVÉ LACALMONTIE** (Cantal)

« **D**ernièrement, un copain éleveur laitier, un peu "remonté", me confiait son ressenti contre les salariés de notre chambre d'agriculture. Qu'il lui fallait vendre presque deux jeunes veaux pour payer une prestation, que c'était lui qui les faisait vivre, etc. Le ressenti d'une charge de travail trop lourde, pour une injuste rémunération, face à un métier jugé si simple... C'est, hélas, un refrain que l'on entend trop souvent.

Pourtant, une constante pression "d'objectifs", de surcharges de travail très souvent non valorisé, de chiffre à atteindre, fait que nous avons bien plus d'exemples de salariés de chambre devenus agricul-

teurs que l'inverse. Surtout, je trouve cela très triste car nous sommes, plus que tout, interdépendants. Le financement par des prestations payantes est-il la réelle bonne solution ?

Si les chambres sont à notre service, elles sont aussi le principal vecteur des changements que souhaite notre société, ou que nous impose le climat. En acceptant la marchandisation de chaque conseil, elles diminuent la complicité et la confiance, poussent à une course à l'objectif.

L'autre volet est économique. Pourquoi toujours cette tension dans nos situations ? Pourquoi notre société ne peut-elle pas avoir un modèle économique sain, rémunérateur et stable, avec surtout un minimum d'aide publique, pour ceux qui produisent le bien essentiel qu'est la nourriture ?

Je pencherai pour un manque de volonté. Et renvoie à un "livre" en bande dessinée sur l'histoire de l'économie, passionnant et accessible, *Economix*, de Michael Goodwin, (Éditions Les Arènes BD). En ressort l'idée dominante que nous sommes dans une économie — une civilisation même — libérale, une liberté sociétale et politi-

que, mais aussi une liberté dans la construction du prix des marchandises. Le livre prend l'exemple de boulangeries : une seule dans une ville et le prix du pain est arbitrairement à 15 ou 30 €/kg ! Cependant, comme chacun peut ouvrir ou fermer une boulangerie, qu'il peut y avoir, donc, concurrence, le juste prix "comprendra le prix de la propriété, du travail et du capital qui a contribué à sa fabrication" (extrait de *La Richesse des nations*, d'Adam Smith). Assez cher pour payer ses frais et son travail, pas trop pour que les autres ne lui volent pas ses clients. Nul besoin de régulation du prix, de contrôle de l'État.

Deux ennemis à cela, toutefois : la concurrence de pays où ce qui a contribué à la fabrication est d'un coût inférieur. Et la constitution de monopoles qui éliminent toute concurrence. C'est là qu'entre en jeu l'État, les élus pour défendre nos intérêts : des règles et charges égales pour tous, ainsi que l'absence de monopole, comme ceux de la grande distribution et leurs centrales d'achats. Face à cette requête, récemment notre ministre disait son libéralisme, son opposition, donc, à tout contrôle des prix, des marchés. Mais son dogme ne tient que grâce à d'immenses aides publiques, face à des monopoles sans entrave.

Autre contradiction, notre première société du CAC 40 produit et transforme du pétrole, dont le prix est strictement contrôlé par l'OPEP pour toujours maintenir un prix élevé, et qui revend également de l'électricité avec un prix là aussi très favorablement régulé... par l'État. Ce que ce même État nous refuse à nous, agriculteurs ! Les actionnaires ne se plaignent pas, ici, d'absence de libéralisme. Nous, sans jalousie, on ne peut que réclamer pour notre intérêt les mêmes contrôle et régulation de l'État, puisque les règles sont faussées. »

« Pourquoi notre société ne peut-elle pas avoir un modèle économique sain, rémunérateur et stable pour ceux qui produisent la nourriture ? »